Introduction

Individus, familles, groupes : pratiques marchandes et pouvoirs politiques (XV^e-XVIII^e siècle)

Jean-Philippe Priotti

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1046>

DOI : 10.4000/abpo.1046

ISBN : 978-2-7535-1500-0

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2005

Pagination : 119-125

ISBN : 978-2-7535-0243-7

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jean-Philippe Priotti, « Introduction », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 112-4 | 2005, mis en ligne le 20 décembre 2009, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1046> ; DOI : 10.4000/abpo.1046

Introduction

Individus, familles, groupes : pratiques marchandes et pouvoirs politiques (xv^e-xviii^e siècle)

Jean-Philippe PRIOTTI

Maître de conférences en histoire moderne

CRHAEL – Université du Littoral

FRAMESPA – Université de Toulouse 2

L'intérêt de la communauté scientifique pour l'étude de l'influence des décisions politiques sur le développement de l'économie à partir de la fin du Moyen Âge n'est certes pas nouveau. De nombreux débats ont été menés afin de mieux en connaître la portée et de déterminer dans quelle mesure l'État promouvait la croissance économique. La raison affichée ou sous-jacente de ces tentatives était de mettre à jour une combinaison heureuse liant institutions et économie, laquelle aurait permis l'essor du capitalisme en Europe occidentale. Mis à part les cas où les institutions nuisaient à l'économie, les résultats de ces recherches oscillaient entre deux affirmations de sens contraire. La première soutenait que l'État facilitait ou au mieux aidait à son bon fonctionnement, sans jouer pour cela un rôle interventionniste ou déterminant, en tout cas pas sur la base d'une doctrine cohérente. La seconde, en revanche, considérait que l'État établissait les conditions préalables au développement économique en rendant sûrs les droits de propriété¹. Plus récemment, bien que de façon différente, de nouvelles propositions ajoutaient à l'idée du rôle premier de l'État. Ainsi, tandis que certains auteurs insistaient sur un État régulateur, lequel assurerait le développement des marchés en faisant baisser les coûts de transaction², d'autres voyaient dans un État unificateur de son territoire, le garant de l'efficacité économique³. Un essai de comparaison économique

1. Pour un dossier consistant sur la question, voir TRACY, James D. (dir.), *The Political Economy of Merchant Empires : State Power and World Trade, 1350-1750*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991 et notamment les textes de Douglass C. North et de Michael Nayle Pearson ; BAECHLER, Jean, *Le capitalisme. Les origines*, Paris, Gallimard, 1995.

2. NORTH, D. C., *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

3. EPSTEIN, S. R., *Freedom and Growth. The Rise of States and Markets in Europe, 1300-1750*, London and New York, Routledge, 2000.

entre les Pays-Bas et l'Angleterre au XVII^e siècle dans le domaine particulier du commerce extérieur, analysait récemment les effets bénéfiques d'une politique économique d'État anglaise, laquelle favorisait l'établissement d'une domination commerciale faisant pièce à la concurrence hollandaise⁴.

Ces discussions, auxquelles il faudrait ajouter la littérature existant sur les rapports entre guerre et économie⁵, généralement stimulante, ont souvent été le fruit de recherches conduites à l'échelle globale, sur un pays ou une région, pour faciliter des études comparatives susceptibles de faire émerger de l'ensemble les causes de l'essor du premier capitalisme en Europe. Prendre parti dans ces débats n'était pas le but majeur de notre groupe de travail. Il nous semblait plus opportun de tester ces hypothèses à une autre échelle. Pour cela, nous avons résolu de nous placer du point de vue des acteurs, de renverser la perspective. Il s'agissait d'étudier la façon dont les hommes d'affaires et leurs alliés pouvaient être amenés à participer aux affaires politiques et à tirer profit de leur présence, non seulement au sein de l'État central, mais aussi dans les instances politiques locales ou provinciales, et d'en déterminer, le cas échéant, les conséquences pour le négoce.

De récentes réflexions montrent l'intérêt de tels questionnements⁶. La difficulté de donner une explication globale des connections entre champs politique et économique, et partant d'en réaliser une typologie, justifiait un changement d'orientation de recherche, visant particulièrement à la définition de stratégies que certains acteurs ou groupes d'acteurs mettaient en œuvre dans des contextes particuliers. Cette valorisation des acteurs et de l'action organisée est au cœur d'une rénovation des grands modèles d'analyse. Cette rénovation s'appuie en partie sur différents rapprochements interdisciplinaires, opérés notamment entre l'histoire et la sociologie et entre la sociologie et l'économie⁷. La croyance

4. OMRD, David, *The Rise of Commercial Empires. England and the Netherlands in the Age of Mercantilism, 1650-1770*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003. Un compte rendu pratique de cet ouvrage se trouve dans *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, 2003, p. 713-715. Voir aussi IRWIN, D. A., « Strategic Trade Policy and Mercantilist Trade Rivalries », *The American Economic Review*, 1992, vol. 82, p. 134-139.

5. Parmi les travaux qui font autorité : TILLY, Charles, *Coercion, Capital and European States. A.D. 990-1990*, Oxford, Basil Blackwell, 1990 ; GLETE, Jan, *War and the State in Early Modern Europe. Spain, the Dutch Republic and Sweden as Fiscal-Military States, 1500-1600*, London and New York, Routledge, 2002.

6. PADGETT, J.-F., ANSELL, C. K., « Robust Action and the Rise of the Medici, 1400-1434 », *American Journal of Sociology*, 1993, p. 1259-1319 ; GREIF, A., « On the Political Foundations of the Late Medieval Commercial Revolution : Genoa During the Twelfth and Thirteenth Centuries », *The Journal of Economic History*, 1994, p. 271-287 ; MOUTOUKIAS, Zacarias, « Peut-on faire l'économie d'une économie politique ? », *Annales, Histoire, Sciences sociales*, Paris, EHESS, nov.-déc. 2001, p. 1111-1128 et « Las formas complejas de la acción política : justicia corporativa, faccionalismo y redes sociales (Buenos Aires, 1750-1760) », *Jahrbuch für Geschichte Lateinamerikas*, 2002, p. 69-102.

7. FABIANI, Jean-Louis, « Une sociologie historique », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, Paris, EHESS, mai-juin 2003, p. 547-565 ; BOURDIEU, Pierre, *Les structures sociales de l'économie*, Paris, Seuil, 2000.

en un individu rationnel, agissant seul et dont l'unique fin serait l'optimisation du profit, principal postulat de la théorie économique classique, a lentement décliné au profit d'analyses portant sur l'interdépendance sociale des individus.

Ni la politique ni l'économie, pas plus que les relations entre les deux champs, n'existent indépendamment des acteurs. Les comportements de ces acteurs sont mus par des stratégies issues d'une rationalité limitée⁸. Ils sont l'expression de réflexions, de calculs, de sentiments et d'intérêts des individus, même si ces derniers ne possèdent pas toutes les données leur permettant d'agir dans des conditions optimales et ne contrôlent pas forcément le résultat de leurs actions⁹. Par ailleurs, bien que la société précède l'individu¹⁰, les actions de ce dernier ne sont pas réductibles aux expériences et aux règles non écrites des générations précédentes.

L'argumentation de Mark Granovetter, un des fondateurs de la nouvelle sociologie économique, critique à la fois la conception sous-socialisée de l'homme où l'individu rationnel déciderait de tout par lui-même et la conception sur-socialisée où l'individu obéirait aux diktats de systèmes de normes et de valeurs (influence culturelle) ; ces deux conceptions partageant la conviction que les actions et les décisions des hommes sont effectuées par des acteurs atomisés. Or, les acteurs ne prennent pas de décisions comme des atomes en dehors de tout contexte social, pas plus qu'ils ne suivent docilement un scénario écrit pour eux et qui serait fonction de l'ensemble des catégories sociales auxquelles ils appartiennent.

Ce sont les relations sociales plus qu'un sens moral universel ou des arrangements institutionnels qui permettent d'instaurer la confiance entre les différents acteurs dans la vie économique. À travers deux notions, celle d'encastrement et de réseau, Mark Granovetter rompt avec la conception atomisée de l'action économique et affirme que les actions économiques sont « encastées » dans des réseaux de relations interpersonnelles¹¹. Il insiste ainsi sur la portée stratégique des réseaux sociaux.

L'efficacité économique des réseaux, indéniable, ne doit pas oblitérer le fait que les pratiques économiques des agents et le pouvoir de leur réseau dépendent aussi de leur position dans la structure de la distribution du capital, sous toutes ses formes. Par ailleurs, ces approches réticulaires, souvent théoriques, ont tendance à négliger l'influence du cadre culturel, politique et institutionnel plus large dans lequel les pratiques

8. FRIEDBERG, Erhard, *Le pouvoir et la règle. Dynamiques de l'action organisée*, Paris, Seuil, 1997 (1^{re} éd. 1993).

9. HAYEK, Friedrich A., *Droit, législation et liberté*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 1995 (1^{re} éd. en anglais, 1973).

10. GINZBURG, Carlo, *Le fromage et les vers. L'univers d'un meunier du XVI^e siècle*, Paris, Flammarion, 1980 ; FLAHAULT, François, *Pourquoi limiter l'expansion du capitalisme ?*, Paris, Descartes & C^{ie}, 2003.

11. Voir introduction au livre de GRANOVETTER, Mark, *Le marché autrement. Les réseaux dans l'économie*, Paris, Desclée de Brouwer, 2000, signée par Jean-Louis Laville, Benoît Levesque et Isabelle This-Saint Jean.

économiques sont enchâssées¹². Troisième élément : réfléchir sur la genèse des relations sociales mobilisées dans un contexte particulier d'action organisée renvoie à l'étude des cadres collectifs (familles, organisations économiques, etc.), lesquels en modèlent la nature et en conditionnent le fonctionnement¹³.

S'agissant d'une étude sur le monde marchand, un point paraît particulièrement intéressant : les différents contextes de la structuration sociale de l'action. La coopération et les conflits entre les acteurs dépendent en bonne mesure – tout autant qu'ils les modifient – des structures locales et donc des contraintes et des opportunités qu'elles présentent dans les champs économiques et politiques. Mais les structures locales subissent elles-mêmes l'influence des États. Cette tendance se renforce à partir de la fin du Moyen Âge, les relations accrues entre marchands et gouvernants « centraux » autorisant l'accroissement et l'intensification des conflits entre États « nationaux » en gestation, empires et villes-États. Les gouvernants nécessitent le capital matériel et immatériel des hommes d'affaires pour financer leur politique d'expansion tout autant que ces derniers ont besoin des libéralités des souverains et de la complicité des agents royaux pour « assouplir » les règles du jeu changeantes fixées par les États. Au-delà du cadre « national », les acteurs, qu'ils occupent des charges au sein de l'administration ou non, organisent aussi des jeux de pouvoir entre différents contextes d'action, locaux, régionaux, internationaux et/ou impériaux. Ils conduisent ainsi à la modification des règles dans leur ville d'origine, leur lieu d'adoption et au sein de l'État, lesquelles, à leur tour, influencent les relations entre les acteurs.

À travers la reconstruction des investissements réalisés dans la navigation de ligne que gère l'État vénitien, Claire Judde analyse le processus de concentration entre les mains d'un petit nombre de familles patriciennes de cette activité, de la fin du xv^e siècle au début du xvi^e siècle, cette mutation s'accompagnant de changements profonds des relations de pouvoir au sein de l'État. Le contexte politique extérieur instable (guerre vénéto-turque de 1499-1503, ligue de Cambrai en 1508), l'essor de nouvelles concurrences européennes (en particulier portugaise) – lesquelles affaiblissaient le commerce vénitien – et la croissance démographique du groupe des patriciens constituent l'ordre local que crée le patriciat, lequel ordre, à son tour, influence une recomposition des factions au sein de l'État et une répartition accrue des intérêts et des activités économiques. Au début du xvi^e siècle, les patriciens gestionnaires des galères n'avaient pas réussi à mobiliser leurs ressources politiques pour garantir la pérennité de leurs activités, les débats au Sénat se soldant par l'arrêt de la navigation, déci-

12. BOURDIEU, Pierre, *op. cit.*, voir deuxième partie « Principes d'une anthropologie économique ». On peut lire la réponse de Mark Granovetter (*op. cit.*, p. 35) à la critique de Pierre Bourdieu.

13. GROSSETTI, Michel, « Les effets de proximité spatiale dans les relations entre organisations : une question d'encastrements », *Espaces et Sociétés*, n° 101-102, 2001.

dée par l'État en 1534. Dans ces conditions, les ressources familiales et collectives, telles que les associations en *fraterne* et en *maone*, avaient été de bons moyens de poursuivre, à court terme, une activité lucrative, même si elles n'avaient pas suffi pas à garantir sur le long terme le système de la navigation de ligne.

Dans sa contribution, Francis Brumont fait l'examen minutieux des activités financières et des relations de pouvoir de Pierre Assézat, marchand toulousain d'envergure internationale, pendant les guerres de religion en France. Capitoul de Toulouse en 1552, allié aux meilleures familles de la ville, il gère des affaires de grande importance, comme l'affermage d'une partie des revenus de la reine Éléonore, veuve de François I^{er}. Sa conversion au calvinisme, à la fin des années 1550, va tout à fait à l'encontre de ses intérêts car, à Toulouse, la situation des réformés n'est pas enviable; elle l'est encore moins après l'échec de la tentative de prise de la ville de mai 1562, dont Assézat est l'un des protagonistes. Ses desseins contrariés à l'échelon local, Assézat est poussé à l'exil, le plus souvent à Bordeaux, exil durant lequel ses convictions protestantes et les liens renforcés avec ses correspondants aux Pays-Bas – dont certains sont des « gueux » révoltés – aboutissent à une participation active au financement du parti protestant : il afferme alors les revenus du roi de Navarre, dont il restera un fidèle, même après son abjuration en 1572. En fait, les relations d'Assézat se trouvent dans les deux camps, ou même dans les trois, si l'on distingue les modérés des deux bords. Au plus haut niveau, politique, religion et finances sont inextricablement mêlées. Même coupé de sa base toulousaine, Assézat a réussi à promouvoir sa réussite en redéployant ses investissements financiers.

L'étude de la composition du conseil des bourgeois de Nantes au milieu du XVI^e siècle permet à Guy Saupin de déceler la présence d'un noyau dur au centre de décision de la politique municipale et celle d'une première couronne cautionnant les décisions stratégiques. Du point de vue sociologique, les marchands d'origine castillane dominant le commerce international à Nantes font partie des acteurs les plus influents de la municipalité et tissent un réseau d'alliances matrimoniales aussi bien avec d'autres Castillans qu'avec des Nantais de souche, eux-mêmes impliqués dans la gestion politique des affaires locales. De l'analyse des trois critères retenus (députations de la ville, délibérations en comité restreint et auditions des divers comptes) pour évaluer la densité de présence des notables au conseil des bourgeois de Nantes, il ressort que les marchands d'origine castillane et leurs associés nantais, tous domiciliés à Saint-Nicolas, représentent un tiers environ de l'élite politique municipale (5 sur 16) et que cette représentativité augmente légèrement si on se limite à considérer le cœur du conseil (3 sur 9). Comme dans l'article suivant, les liens contractés entre ces familles castillanes et nantaises dans le domaine commercial et/ou matrimonial permettent le renouvellement de l'influence des associés et de leur réseau de parenté au sein de la politique locale.

L'article de Jean-Philippe Priotti explore la façon dont les stratégies matrimoniales de quatre familles au sein de la ville d'Elorrio (Biscaye) aboutissent à l'agrégation de patrimoines complémentaires et à la création d'un front de parenté, lequel accroît son pouvoir dans les instances politiques municipales tout en renforçant son pouvoir économique. La permanence de la présence de ce front de parenté au sein du gouvernement local s'effectue à partir d'associations commerciales préalables avec d'autres familles originaires de la ville. En temps de guerre, les fonctions politiques municipales conduisent à l'obtention de charges militaires dans l'empire, lesquelles facilitent à leur tour, l'efficacité commerciale du front de parenté en Amérique. Ces militaires issus de familles marchandes, devenus capitaines de navires ou d'infanterie, maintiennent le lien entre le Pays Basque, l'Andalousie et l'Amérique et assurent aussi leur appui aux résidents basques du Nouveau Monde. Ainsi, ces itinérants, non seulement acheminent les marchandises d'une rive à l'autre de l'océan, mais ils constituent, outre ce lien réel, la mémoire vive des relations existantes entre patrie d'origine et patrie d'adoption. Les témoignages qu'ils livrent à l'occasion de candidatures à des fonctions politiques en Amérique des membres du front de parenté concerné en constituent le meilleur exemple.

Enfin, Gilbert Buti relate le destin hors normes du marseillais Antoine Anthoine. La formation commerciale qu'il reçoit, d'abord chez des parents, puis ensuite dans la maison d'un grand négociant protestant en affaires avec de proches parents d'Antoine, de même confession que sa famille, et ses relations avec l'ambassadeur de France à Constantinople et de Russie à Paris, ainsi qu'avec des hommes politiques de la capitale française, lesquels appuient son projet de commerce de Marseille avec la mer Noire, ouvert à la fin du XVIII^e siècle, en sont le témoignage. Pourtant, sa puissance économique, son titre d'écuyer reçu en 1786 dès après la mise en place des liens avec la Russie, ainsi que le mariage de sa fille au premier échevin de la ville, n'empêcheront pas que son arrivée à la mairie soit lente et contestée, puisque ce sont ses liens familiaux avec l'empereur, qui lui permettent de devenir baron de Saint-Joseph et maire de Marseille et ce, alors même que ses premiers protecteurs sont guillotins dans la tourmente révolutionnaire. Bien que sa position de maire lui permette de maintenir des liens clientélares avec des membres de familles qu'il connaît depuis longtemps, il semble bien que son influence politique sur le commerce marseillais ait été limitée, car Bonaparte s'oppose au rétablissement de la franchise du port, chère aux marchands de la ville.

Les interactions entre pratiques économiques et pouvoirs politiques observées dans ces cinq contributions rendent compte de la diversité des cas de figure. À maints égards, toutes exposent des mécanismes assez différents, allant d'échecs ou de semi-échecs politiques à de francs succès, de besoins différenciés d'appuis institutionnels pour mener à bien ses affaires et de stratégies plus ou moins élaborées liant le commerce à la politique, ce qui confirme la difficulté de vouloir étendre systématiquement au-delà de son propre observatoire les résultats obtenus.

Quoi qu'il en soit, l'utilité de faire varier la focale d'observation pour mieux cerner les différentes stratégies des acteurs – lesquels organisent des jeux de pouvoir à des échelles diverses – ne laisse pas de doute. Les processus étudiés peuvent être schématiquement divisés en deux ensembles distincts : du premier émergent de puissants groupes familiaux qui pratiquent le commerce marchand international/transocéanique et participent activement au pouvoir politique local (Claire Judde, Guy Saupin et Jean-Philippe Priotti), tandis que du second groupe apparaissent des individus engagés dans le commerce aventurier et les finances, et davantage connectés au pouvoir royal/impérial par des liens personnels qu'au pouvoir politique local (Francis Brumont et Gilbert Buti). Ces deux chaînes de solidarité renvoient à une construction par le haut et par le bas des rapports entre pratiques marchandes et pouvoirs politiques. Deux fonctionnements différents semblent s'y côtoyer : celui des États, des marchands-banquiers et des marchands-guerriers conquérant de nouveaux territoires, ouvrant de nouveaux axes commerciaux et reliant des espaces économiques distincts, et celui des marchands et du pouvoir local. Dans cette configuration, marchands-banquiers et marchands-guerriers se trouveraient à la charnière de ces deux ensembles. Bien entendu, ces hypothèses demandent confirmation, mais elles montrent l'intérêt du croisement des données qui résultent de l'analyse des liens professionnels entre marchands dans les réseaux commerciaux internationaux auxquels ils appartiennent et de celle des liens sociaux dans les réseaux égocentrés de chacun d'entre eux à l'échelon local, provincial et « national ».